



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2023/091T

Arrêté portant autorisation d'installation d'un échafaudage et interdiction de stationnement, au 6, boulevard Devaux, à Poissy, le mardi 21 février 2023

Le Maire,

Vu la demande en date du 3 février 2023, par laquelle la Société VISOTEC SERVICES sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage et de stationner sur le domaine public, au droit du 6, boulevard Devaux, à Poissy, afin d'effectuer des travaux de changement d'enseigne, le mardi 21 février 2023,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu la décision du Maire n° 517 du 18 août 2020 relative à la fixation des redevances d'occupation de la voirie,

Vu la décision du Maire n° 751 du 2 décembre 2021 relative à la fixation des redevances d'occupation de la voirie pour les déménagements et tout type de stationnement,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans diverses voies de Poissy, notamment rue du Général de Gaulle,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que la Société VISOTEC SERVICES effectuera des travaux de changement d'enseigne au 6, boulevard Devaux, à Poissy, le mardi 21 février 2023,

Considérant que dans ce cadre, la VISOTEC SERVICES sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage et une autorisation de stationner sur le domaine public,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant la nécessité d'autoriser l'occupation du domaine public,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Le mardi 21 février 2023, la Société VISOTEC SERVICES sera autorisée à installer un échafaudage de 1,30 m² sur le domaine public au droit du 6, boulevard Devaux, à Poissy, afin d'effectuer des travaux de changement d'enseigne.

Article 2 :

Le mardi 21 février 2023, le stationnement sera interdit sur deux places, au droit du 6, boulevard Devaux, à Poissy, sauf pour la Société VISOTEC SERVICES, dans le cadre de travaux de changement d'enseigne.

Article 3 :

Le bénéficiaire devra verser à la première réquisition dans la caisse du trésorier principal de Poissy la redevance d'un montant total de soixante-douze euros soixante cents.

Tarifs	Temps occupé	Surface occupée	Total
Echafaudage : 2 € / m ² / jour	1 jour	1,30 m ²	2,60 €
Stationnement Forfait 2 places à 70 €	1 jour	2 places	70,00 €
Montant total de la redevance			72,60 €

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 7 février 2023

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
à la propreté urbaine et à la commande publique**